

EurAc exhorte l'UE à prendre des actions concrètes contre le régime burundais

EurAc, 15/05/2018 NOUVEAU RAPPORT - Burundi : l'UE doit prendre des mesures fortes et concrètes pour mettre fin aux abus graves du régime, dans le contexte du prochain référendum Dans son nouveau rapport "Dérives autoritaires et anéantissement à huis-clos des voix dissidentes au Burundi. Quel rôle pour l'Union Européenne ? " publié aujourd'hui à l'occasion d'une conférence de presse organisée à Bruxelles, le Réseau européen pour l'Afrique centrale (EurAc) exhorte l'Union européenne (UE) et ses Etats membres à prendre des actions concrètes pour mettre fin aux abus graves commis par le régime en place, notamment dans le contexte du référendum très contesté qui sera organisé ce jeudi 17 mai et qui a été caractérisé par une répression brutale et même meurtrière de toutes voix critiques.

Depuis l'explosion de la crise politique en 2015, date à laquelle le Président de la République Pierre Nkurunziza a décidé de briguer un troisième mandat en violation de la Constitution et de l'Accord d'Arusha, une campagne de répression systématique des voix dissidentes, l'usage disproportionné de la force lors des manifestations, de discours de haine, de violences sexuelles et autres violations graves et à grande échelle des droits et des libertés fondamentales par le régime, est à l'œuvre dans ce pays. L'annonce en décembre dernier de l'organisation d'un référendum constitutionnel controversé en vue de l'adoption d'un nouveau projet de Constitution a encore aggravé la situation, le projet remettant en question les acquis de l'Accord d'Arusha et permettant également à Pierre Nkurunziza se présenter pour un 4ème mandat lors des élections de 2020 et de rester potentiellement au pouvoir jusqu'en 2034. De plus, le dialogue politique régional sous la médiation de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) visant à mettre fin à la crise est actuellement dans une impasse et le régime autocratique burundais est de plus en plus isolé sur la scène internationale. Ceci, combiné à la situation socio-économique alarmante qui affecte les Burundais dans leur vie quotidienne, à la détérioration continue de la situation humanitaire des réfugiés burundais et à la radicalisation accrue du pouvoir, crée une situation explosive et une nouvelle et dangereuse menace à la paix et à la sécurité au Burundi et dans la région des Grands Lacs. Tout en accueillant la récente déclaration de la haute représentante de l'UE Federica Mogherini, EurAc reste convaincu qu'étant donné l'évolution politique et sécuritaire extrêmement alarmante dans le pays, il est temps que l'UE et ses États membres joignent les gestes à la parole et s'engagent par des actions concrètes et fermes pour soutenir la paix et la protection des droits humains au Burundi, un pays encore largement absent de l'agenda international, en particulier européen. EurAc demande donc à l'UE et ses États membres de notamment : Etendre les sanctions ciblées européennes (interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE et gel des avoirs) déjà adoptées en octobre 2015 à l'égard de quatre personnes, et cibler de nouveaux individus qui font partie du cercle rapproché du Président Nkurunziza, et qui sont responsables de violations des droits humains et/ou qui profèrent des discours de haine, notamment à connotation ethnique ; Suspendre le soutien financier utilisé pour financer les salaires et indemnités de déploiement du contingent burundais au sein de la Mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM), pratique en totale contradiction avec la suspension de l'aide directe au titre de l'article 96 de l'accord de Cotonou et faire pression sur l'Union africaine pour trouver un remplacement aux troupes burundaises, afin que cette mission puisse continuer à remplir son rôle vital en Somalie ; Stopper le soutien de l'UE au processus de médiation tel qu'il est mené actuellement par l'EAC, faute d'une inclusivité et d'une crédibilité suffisantes et appuyer la mise en place par l'Union Africaine d'une équipe de médiation et de facilitation neutre et consensuelle ; Exhorter les États membres de l'UE à fournir un soutien financier souple et direct renforcé aux organisations de la société civile et des médias, notamment les organisation de femmes, qui travaillent encore sur le terrain mais aussi ceux et celles en exil, en particulier celles qui œuvrent pour la promotion et la protection des droits politiques, civils, économiques et sociaux et des médias Pour lire le rapport complet ainsi que les principales recommandations d'EurAc à l'Union Européenne, veuillez Cliquer ICI.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});